

« Covid-diplomatie » : comment la Turquie repart à la conquête des Balkans

[Osservatorio Balcani e Caucaso](#) | Par Filippo Ciccù | mercredi 27 mai 2020

Elle-même durement touchée par le coronavirus, la Turquie a pourtant multiplié ses aides à travers le monde. Dans les Balkans, elle est souvent parvenue à apparaître comme plus efficace et plus solidaire que l'Union européenne... De quoi relancer la vision « néo-ottomane » de l'ancien Premier ministre Ahmet Davutoğlu. Analyse.

Traduit par Jad ([article original](#))



Aide turque à destination des pays des Balkans, le 8 avril 2020

© Otan

La Turquie est au centre de la carte, des flèches partent de son territoire vers toutes les directions, touchant le continent américain, l'Afrique, l'Asie du Sud-Est, l'Europe et la Chine. L'infographie diffusée par l'agence de presse publique Anadolu montre les destinataires des aides fournies par Ankara dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, et elle est tellement ramifiée qu'elle finit par ressembler à la carte des destinations desservies par Turkish Airlines – du moins avant que la compagnie aérienne n'interrompe son trafic, qui doit reprendre progressivement à partir du 28 mai.

Comme le gouvernement turc l'a fait savoir avec éclat, plus de cent États ont officiellement demandé l'aide d'Ankara pour faire face à la pandémie. « Nous avons fourni une assistance sanitaire à 57 pays », précisait en avril le ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu. Ces chiffres suffisent à décrire l'amplitude de la politique étrangère et des réseaux de *soft power* de la Turquie, bien décidé à exploiter au niveau diplomatique la situation d'urgence provoquée par la Covid-19. Du reste, après une période d'isolement dans les années 1990, la Turquie a développée au cours des vingt dernières années une approche multidirectionnelle des relations internationales, s'imposant comme un interlocuteur capable de dialoguer avec tous les gouvernements du monde, dépassant les distances religieuses ou idéologiques, et

sans trop s'attacher au respect des valeurs démocratiques et des droits humains.

« Covid-diplomatie » dans les Balkans

Une grande partie des aides fournies par Ankara est allée aux pays des Balkans. La Turquie a envoyé du matériel médical en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, en Albanie, au Monténégro, en Macédoine du Nord, en Bulgarie et au Kosovo. Cette diplomatie des masques chirurgicaux et de la solution hydroalcoolique a réveillé un chœur de chaleureux remerciements de Belgrade à Sofia, en passant par Sarajevo, mais quelques doutes en Turquie même, où beaucoup se sont demandés pourquoi le pays dépensait tant en aides à travers le monde quand le nombre de contaminations et de décès augmentaient sur son propre sol et que la monnaie nationale continuait à se dévaluer par rapport à l'euro et au dollar.

Il semble aujourd'hui que le Président Erdoğan n'a peut-être pas fait de mauvais calcul, alors que le nombre de contaminations et de décès quotidiens a commencé à baisser, où les mesures de confinement sont progressivement allégées. Dans le même temps, la politique d'Ankara a permis de renforcer les relations avec les pays des Balkans, tandis que le ressentiment à l'égard de l'Union européenne croissait dans toute la région à cause d'une trop faible assistance.

En effet, les difficultés des pays européens dans les premiers temps de l'épidémie, ainsi qu'une certaine confusion, ont donné l'impression que l'UE n'était pas désireuse ou pas capable d'aider les pays des Balkans. La décision de la Commission européenne, le 16 mars, de limiter l'exportation des appareils médicaux, des masques et des vêtements de protection a suscité la critique de certains dirigeants de la région, [comme Aleksandar Vučić](#) qui a lancé, commentant cette décision de Bruxelles : « La solidarité européenne n'existe pas ».

Les aides européennes sont finalement arrivées, mais après bien des hésitations qui ont donné l'impression d'une UE chancelante, à la différence de la Turquie qui a immédiatement offert son assistance à la région. Alors même qu'Aleksandar Vučić critiquait l'UE, Šefik Džaferović, le membre bosniaque de la présidence de Bosnie-Herzégovine, faisait l'éloge de Recep Tayyip Erdoğan, en saluant l'arrivée d'une cargaison de matériel médical à Sarajevo, quelques heures seulement après qu'il ait appelé le Président turc pour lui demander de l'aide. Ces remerciements ont été présentés dans les médias pro-gouvernementaux turcs comme une nouvelle preuve que l'Europe n'était pas en mesure d'assister les Balkans de manière adéquate. Le Président français Emmanuel Macron est encore venu renforcer cette théorie, en affirmant que la Turquie était, avec la Chine et la Russie, l'un des plus terribles concurrents de l'UE dans les Balkans.

Les Balkans entre l'UE et la Turquie, une relation bipolaire

Cela fait longtemps que la Turquie, toujours officiellement candidate à l'intégration européenne, entretient de profitables relations avec les pays des Balkans, cherchant sans cesse à accroître son influence dans la région au détriment de celle de l'UE. Ankara a développé dans les Balkans une relation bipolaire avec l'Europe, basée sur un éloignement croissant en termes de valeurs politiques et sociales, mais encore ouverte aux échanges économiques.

La relation entre la Turquie et les Balkans se développe géographiquement à partir de la Thrace, la région la plus occidentale du territoire turc, et elle s'inscrit dans le souvenir des longs siècles de domination ottomane. Depuis l'éclatement de la Yougoslavie, Ankara a eu un rôle de plus en plus actif dans la région, surtout avec la création, à la fin des années 1990, de la plateforme de coopération régionale South-East European Cooperation Process, dont la Turquie est un membre fondateur.

Le passé ottoman comme tissu culturel commun représentait la base idéologique des politiques mises en œuvre par le professeur Ahmet Davutoğlu, théoricien de la politique extérieure turque des premiers gouvernements de Recep Tayyip Erdoğan et ministre des Affaires étrangères à partir de 2009. Sa stratégie visait à restaurer des relations économiques et stratégiques avec tous les pays ayant appartenu à l'ancien Empire ottoman. Cette vision a déterminé durant des années la politique d'Ankara dans la région,

se traduisant par une série d'accords, comme la Déclaration pour la coopération économique et commerciale entre Turquie, Serbie et Bosnie-Herzégovine, signée à Ankara en 2013.

La vision « néo-ottomane » d'Ahmet Davutoğlu n'a jamais été poussée jusqu'à son terme, surtout quand le professeur a été démis de la charge de Premier ministre en 2016, sur ordre du président Erdoğan. Depuis, les relations entre les deux hommes se sont totalement distendues, au point qu'Ahmet Davutoğlu a créé son propre parti en décembre, le Parti de l'avenir (Galecek partisi). Par contre, les relations entre la Turquie et les Balkans ont survécu à cet éloignement et Ankara continue à apporter une importance assistance économique, culturelle ou militaire dans la région.

Entre Balkans et Turquie, des intérêts réciproques

Les Balkans intéressent beaucoup Recep Tayyip Erdoğan en raison de [l'extradition des supposés « gülenistes » présents dans la région](#), mais les attentes sont grandes des deux côtés. Les relations entre la Turquie et la Serbie se développent en fonction de celles entre Ankara et Moscou. En Serbie, la Turquie ne peut pas miser sur la carte de la solidarité musulmane, mais aspire à une collaboration pragmatique, elle-même garantie par les bonnes relations entre le Président Erdoğan et Vladimir Poutine. [En Albanie, le Premier ministre Edi Rama](#) est en relation constante avec le Président turc, qui jouit par ailleurs [d'une large cote de popularité en Bosnie-Herzégovine](#). Fin décembre 2019, la Turquie a signé avec le Monténégro un protocole de coopération dans le domaine de l'industrie de la défense. Recep Tayyip Erdoğan entretient enfin des relations cordiales avec le Premier ministre bulgare Boïko Borissov, qui se rend souvent en Turquie. Lors de sa dernière visite, il était accompagné du Président serbe Aleksandar Vučić, à l'occasion de l'inauguration symbolique du gazoduc TurkStream, qui acheminera le gaz russe en Turquie et dans les Balkans.

La diplomatie des aides fournies pour faire face à la pandémie de Covid-19 permet de mieux comprendre les ambitions internationales de la Turquie, ou du moins l'image qu'elle veut donner d'elle-même. En réalité, Ankara continue à labourer des sillons creusés depuis des années dans les Balkans : la « Covid-diplomatie » marche bien là où les relations sont déjà solides. Ailleurs, elle risque de ne guère laisser de traces durables.